

Vaincre l'illettrisme

1. La volonté de connaître¹

La promotion de la connaissance a été liée, historiquement, à des projets de société et à la nécessité perçue par les groupes sociaux de se donner les instruments de l'accès à la dignité sociale et à un statut social acceptable. La diffusion du savoir a eu ses militants, elle les a encore : de l'éducation des barbares à la volonté de promotion humaine des mouvements tiers-mondistes.

2. Le triomphe de l'école

Les pays d'Europe occidentale, tout occupés à maîtriser les conséquences de la révolution industrielle, ont péniblement mis en place l'école pour tous considérée par le plus grand nombre comme une condition d'accès aux agréments du progrès, porteuse d'atouts pour la participation à la vie sociale, à la vie civique, mais aussi, à la bonne insertion économique. Combien d'enfants n'ont-ils pas entendu cette phrase définitive : “ Si tu travailles bien à l'école, tu auras un “ job super ”, quand tu seras grand ”. En toile de fond, aussi, on évoquait la lutte contre l'analphabétisme, une dimension essentielle et légitimante de la présence culturelle et religieuse dans ce qui ne s'appelait pas encore le Tiers-monde.

3. Au seuil de la victoire

Au début des années soixante, qui correspond curieusement aux premiers moments de la mise en cause de l'idéologie du progrès, on a cru que l'affaire était réglée. Tous à l'école et le bonheur pour tous. Bien sûr, il ne s'agissait que d'un projet, d'une utopie, mais combien chargée de promesses. Les exclus du système scolaire ne semblaient être que des laissés-pour-compte provisoires, des “ cas ” qui n'avaient pas su prendre le train en marche ou que leur condition sociale avait tenu à l'écart du progrès promis à tous. D'ailleurs, nous vivions de ces mythes fondateurs : “ l'enfant pauvre quitte sa famille pour entrer à l'internat et bâtir sa carrière de haute lutte ”.

4. La démocratisation des études

Certes, tout restait à faire, les inégalités sociales face à la formation étaient patentes. L'idée de sélection par la formation se teintait d'une évidence, la plupart des travaux sociologiques retenaient la variable “ niveau de formation ” comme facteur explicatif de ce que l'on dénommait couramment les “ inégalités sociales ”. Mais, c'était pour mieux insister sur le rôle déterminant des politiques de démocratisation des études. Beaucoup s'y sont employés, et des meilleurs. Les réussites éclatent aujourd'hui. Les prestations se sont multipliées, les appareils pédagogiques se sont diversifiés, spécialisés et consolidés. On a distingué les populations-cible et, à chaque fois, on s'est efforcé de leur proposer la prestation la plus adéquate. Une idée de base légitimait ce concept : tous à l'école et, pour tous, l'accès à l'égalité ou presque.

5. La célébration des diversités

Il faut savoir raison garder. Cet élan ne s'est pas déployé dans un contexte d'unanimité effrénée. Les traditions sont fortes ! Chacun voulait y reconnaître les siens. D'où les petites guerres et les

¹Jean-Pierre Fragnière, *Echec scolaire et illettrisme* (avec Anne Compagnon, éd.), Cahier No 14, éd. EESP, Lausanne, 1992, 158 pages.

escarmouches entre les zones culturelles, voire les courants différents dans l'approche pédagogique. Tous semblaient pouvoir se donner quelques raisons d'affirmer leurs différences. Ils ne manquaient pas de le faire, mais tous étaient animés par un même objectif publiquement affirmé : dispenser au plus grand nombre la meilleure instruction possible.

6. La découverte de l'échec

Toutes les grandes manœuvres rencontrent des obstacles. C'est ainsi que l'échec scolaire est venu jeter le soupçon sur la grandeur du chantier ouvert. Plus l'école s'ouvrait " théoriquement " à tous ; plus étaient rendus visibles les exclus, ceux que les appareils de légitimation n'avaient pas cru bon de retenir. Et une question s'insinuait, de plus en plus lourde et socialement discutée : pourquoi ont-ils échoué... malgré tous les efforts engagés pour leur ouvrir les destins les plus prometteurs ? En arrière fond, cette représentation selon laquelle tous les enfants disposent des facultés nécessaires pour l'accès à la réussite. Sur ce terrain " favorable " explose le discours de la " reproduction ". En quelque sorte, malgré ses efforts et ses " progrès ", l'appareil d'enseignement se révèle tout juste bon à assurer sous des formes plus camouflées le renouvellement des élites d'antan. Toute cette entreprise pour la reproduction du même corps de privilégiés ? Un leurre. Dans ces conditions, comment poursuivre le discours de la motivation : " Travaille à l'école, nous faisons tout pour toi, tu réussiras ! "

7. Pourquoi travailler à l'école ?

La question est vieille comme l'école. Elle s'est d'abord formulée en termes plus radicaux : pourquoi donc aller à l'école ? Le point de vue utilitariste s'est imposé d'emblée. Les filles ont d'ailleurs payé un lourd tribut à cette perspective, mais, aussi, les enfants pauvres... et les bergers. L'histoire de l'école s'est enrichie de ces héros plus ou moins autodidactes qui, en référence permanente à l'école qui leur était refusée, consacraient leurs nuits à conquérir la lecture et l'écriture, clés de leur liberté. Aucun doute, travailler à l'école, c'était payant ! Les rigueurs de la sélection et la problématisation de l'échec scolaire comme possibles ont exercé leurs effets ravageurs, d'autant plus que, dans le même temps, la conquête du diplôme commençait à ne plus garantir automatiquement l'accès à l'emploi correspondant. Est-ce l'école qui allée trop vite ? Ou le marché de l'emploi qui a traîné les pieds ? A l'aune de l'histoire de l'école publique pour tous, le phénomène peut être considéré comme récent. La preuve, il étonne encore. Les informations selon lesquelles les universitaires (ou pire des médecins) sont au chômage prennent des allures de scoops. Pourtant, le virus se répand, et à grande vitesse. De plus en plus larges sont les milieux saisis par le doute. " Et si l'étude ne débouchait sur rien ? A quoi bon tant d'efforts et de tels investissements ? " Première réaction, élitaire, mais largement répandue : " c'est la faute au manque de rigueur de la sélection ". Les moutons noirs se seraient glissés au travers des mailles d'un filet pourri par les " excès de la démocratisation " quand on ne parle pas ouvertement du laxisme des maîtres qui auraient perdu toute autorité. Une autre lecture, plus " sereine ", fait état de temps de plus en plus difficiles et se rabat sur la célébration des mérites de la compétition, il ne suffit pas de savoir, encore faut-il être un battant. Quelques-uns, plus discrètement, souvent avec conviction, célèbrent les mérites de la culture pour la culture. Il leur arrive de prononcer leurs phrases avec un accent d'amertume. Pourquoi travailler à l'école ?

8. Savants pour l'éternité

La plupart de nos contemporains croient encore que la connaissance acquise, le diplôme octroyé, sont des marques indélébiles qui collent à l'individu comme une deuxième nature. Des phrases du type " la culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié " ont le statut rassurant des bons mots de société. Elles sont d'ailleurs, le plus souvent, prononcées avec des airs entendus. L'étiquetage professionnel et la force des corporatismes ne sont pas pour peu dans l'entretien de ces illusions. L'aveu d'incompétences acquises est rare et se présente souvent comme une fanfaronnade au

deuxième degré. Mais oui, docteur ! Et la carte de visite chargée de couronnes rappelle à l'ordre les esprits soupçonneux. Nos sociétés se sont installées longtemps et plus ou moins confortablement dans les certitudes simplistes que procurait la hiérarchie des diplômes. Pour se rassurer, elles ont organisé quelques cérémonies à l'intention de celles et ceux qui venant de rien et ne passant par rien, étaient néanmoins devenus quelque chose. On a pu n'avoir été qu'un acteur de deuxième zone, à condition de devenir président, ouvrier, si l'on embrassait la charge de premier ministre. Mais, oublier, perdre ses compétences, régresser, revenir à zéro ou presque, était-ce une hypothèse plausible, un schéma possible pour ces nantis de certificats et de diplômes ?

Peut-on ne plus savoir compter, trébucher sur la lecture d'un journal, prendre peur devant un annuaire téléphonique, après tant d'années passées sur les bancs d'école ? Le simple énoncé de telles hypothèses semble revêtir un caractère iconoclaste, voire relever du manque de goût, à moins qu'il ne soit exorcisé par des explications " rassurantes " en termes de déviance caractérisée ou de pathologie mentale.

9. Qualifiés et disqualifiés

Pourtant, la vaste entreprise de distribution des savoirs disponibles au plus grand nombre, la bataille historique de l'école pour tous, la certitude, bientôt acquise, de pouvoir attendre de tout adulte qu'il sache lire, écrire, et compter, ont dû faire face à des contre-feux, voire à des entreprises de sabotage dont on n'a pas mesuré d'emblée la vigueur. Les grands pédagogues l'avaient pourtant annoncé. On n'apprend véritablement que ce que l'on a envie d'apprendre et l'on ne retient que ce qui concerne réellement la gestion de nos vies quotidiennes. Comme l'entraînement et la compétition sont essentiels à la performance des champions, la convocation des compétences acquises est nécessaire à leur survie dans le patrimoine des " capacités " de l'homme moderne. Le boxeur à court d'exercice peut se retrouver au tapis. Nos compétences les plus élémentaires risquent-elles de s'évaporer ? Il semble bien que ce soit le cas. Par hasard ? Peut-être, dans quelques cas. Nous laisserons la question ouverte. Mais, plus sérieusement, comme il existe des machines à qualifier, notre société est loin d'avoir tout fait pour éradiquer les voies de la disqualification. Le cynisme taylorien avait annoncé la couleur : obtenir le maximum de chaque individu en hypertrophiant un segment limité de sa capacité d'agir, contre un salaire décent, voire " stimulant ". Sur cette voie se sont engagées les formes les plus diverses de l'organisation du travail. L'homme moderne a payé un lourd tribut à cette disqualification rampante qui savait se parer des attributs de la modernité. Efficacité maximale dans un champ de plus en plus réduit et passivité tolérée, voire célébrée dans ce qui représente le reste, c'est-à-dire l'essentiel du rapport au monde. Plus récemment, la télévision est venue appliquer un baume ambigu sur cette implacable entreprise de réduction : métro, boulot, dodo ; et l'on voudrait que ces héros du travail grandissent en culture et en humanité. Le résultat de cette " conjoncture " est bien connu. Ceux qui sortent de l'école avec un potentiel à peu près équivalent commencent à diverger dès leur entrée au travail. Dans les voies des activités stimulantes, ils font fructifier leurs talents, ailleurs, ils voient leurs acquis se rétrécir comme peau de chagrin.

10. Réveils difficiles

Ainsi, depuis quelque dix ans, la question de l'illettrisme a passé de la réflexion des cercles privés aux tréteaux du débat public. Dans un même mouvement, on mettait en évidence le poids de l'analphabétisme dans des zones de plus en plus vastes de la planète et l'existence d'un nombre substantiel d'illettrés au sein même des sociétés dites modernes, là où l'école pour tous avait déployé ses effets les plus soutenus. La chose était-elle plausible ? Ne s'agissait-il pas d'un nouvel avatar de ces diagnostics malveillants de quelques spécialistes de la morosité ? On pouvait hésiter, d'autant plus que le verdict était difficile à étayer, ne serait-ce qu'en raison des difficultés méthodologiques rencontrées par les chercheurs qui avaient osé s'engager dans cette voie. Et le propos n'avait-il pas quelques accents provocateurs ? Les faits, cependant, commençaient à

s'imposer. Bientôt, les organisations internationales en charge des dossiers culturels prenaient la chose au sérieux : l'UNESCO, et bientôt l'OCDE, alarmées par les conséquences économiques d'un tel phénomène. Au-delà de la question du chômage et de ses effets ravageurs sur le lien social, voire sur la paix civique, c'est toute la question de la réinsertion possible des personnes concernées qui était posée. Comment s'imaginer le retour à la vie active de celles et ceux qui avaient été entraînés dans un tel processus de disqualification ? Comment aborder cette impressionnante entreprise de "rattrapage" pour des adultes étiquetés comme responsables de leur état dans la bonne tradition du libéralisme ambiant et, il faut bien le dire, souvent triomphant. On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs. Le propos a fait avaler bien des couleuvres. Mais encore : aujourd'hui, la réalité de l'illettrisme des adultes s'impose comme un défi qui touche à la fois le système scolaire, les appareils économiques et jusqu'à la solidité du lien social.

11. Exclus ou inclus

Il est établi que toutes les personnes frappées par l'illettrisme ne mènent pas une existence de marginaux ; beaucoup sont en mesure de conduire une existence "tout à fait normale" ; il en est même qui réussissent à camoufler durablement leur état. Pourtant, le discours public glisse fréquemment vers une assimilation de l'illettrisme et de l'exclusion sociale. Le phénomène mérite qu'on s'y arrête. Les mêmes mécanismes fonctionnent d'ailleurs dans la lecture dominante de la pauvreté qu'on dit "nouvelle". En parlant d'exclusion, on admet implicitement qu'il y aurait dans nos sociétés un dedans et un dehors. A l'intérieur du cercle, les personnes adaptées, fonctionnelles qui jouent le jeu et qui s'en sortent ; à l'extérieur, les pauvres, les marginaux et, pour notre propos, souvent les sous-instruits. C'est un leurre. La pauvreté s'inscrit au cœur même de la vie socio-économique ; elle frappe de plus en plus les jeunes, les "gens normaux", les travailleurs réguliers, ceux que l'on a appelés les "working poors". En ce sens, elle est intrinsèque aux mécanismes de fonctionnement de notre vie sociale.

Mutatis mutandis, il en va de même pour l'illettrisme. C'est, pour une bonne part, un produit du fonctionnement actuel du rapport entre les agences de diffusion des connaissances et les modes de vie des individus, particulièrement de leur vie au travail. Si le propos n'était pas quelque peu cynique, on pourrait dire que notre société produit de l'illettrisme comme elle fabrique des champions. Les illettrés sont parmi nous, ils participent à l'entretien de nos opulences. S'agissant de la pauvreté, on a dit et redit : "Il y aura toujours des pauvres parmi nous", la même résignation peut accréditer des réactions du type : "Il y aura toujours de l'illettrisme". Heureusement, ce défaitisme naïf ou calculé n'est pas universel. Nombreuses sont les initiatives qui s'attachent à contrer l'expansion du phénomène et à proposer des voies pour s'en sortir, à commencer par le mouvement ATD Quart Monde au sein duquel le néologisme "illettrisme" a été construit.

12. Agir

On aura compris que l'illettrisme ne saurait être abordé uniquement comme un problème de déficit, comme une lacune à combler chez quelques-uns. Certes, il existe des populations aisément repérables. Certaines catégories d'immigrés, des réfugiés, des groupes sociaux marqués par la précarité et l'échec. Pour ceux-là, des initiatives ont été prises, le plus souvent dans la gratuité militante des associations et des groupes d'entraide. Quelquefois, les pouvoirs publics prennent le relais, des mesures sectorielles et ciblées commencent à voir le jour. Et l'on peut déjà lire des rapports ou des actes de colloques qui font état de véritables politiques de lutte contre l'illettrisme. La réalité est plus modeste. Il semble bien que, le plus souvent, le problème est traité en aval, par des mesures compensatoires. On intervient essentiellement lorsque le mal est fait, lorsque la disqualification est avérée et a entraîné une mise à l'écart. Nous pensons ici plus particulièrement à la situation helvétique. La formation permanente, voire même l'accès aux indispensables recyclages sont laissés à la merci des intérêts du marché. Pour l'essentiel, les récentes offensives publiques pour la promotion de la formation permanente ne concernent pas les publics lourdement

menacés par l'illettrisme. Quant à l'enrichissement du contenu du travail au sein d'une entreprise, il connaît des fortunes diverses. Si certaines entreprises, généralement "de pointe", lui accordent la plus grande attention, d'autres ne s'engagent même pas dans une entrée en matière. A tel point qu'un document récemment publié par l'OCDE observe qu'il ne s'agit pas "d'un problème qui touche des catégories restreintes ou marginales de la population, mais d'une question fondamentale qui détermine les compétences de la main d'œuvre. (...) les estimations sont très variables selon les définitions, mais on peut imaginer que le tiers des travailleurs environ pourraient mieux s'acquitter de leurs tâches s'ils savaient mieux utiliser les mécanismes fondamentaux de la lecture et de l'écriture."

Dans ces conditions, la guerre à l'illettrisme devient une priorité économique qui concerne aussi bien la grande entreprise que la PME. On peut s'étonner de la discrétion (c'est un euphémisme) avec laquelle ces problèmes sont traités dans le droit du travail et même les conventions collectives. Dans un contexte où la mobilité professionnelle se présente comme une évidence et un argument définitif dans la question des ressources humaines, une politique de l'emploi digne de ce nom devrait consacrer le droit à l'entretien des compétences acquises, voire au recyclage.

13. L'école et la vie

Échec scolaire et illettrisme, tel est le titre de cet ouvrage, comme celui du colloque qui est à l'origine des travaux qu'il rapporte. Confessons-le, c'est un intitulé qui peut être trompeur, dans la mesure où il est lu comme expression d'une causalité stricte entre l'échec scolaire et l'illettrisme des adultes. Le risque est grand d'ajouter un nouveau grief à l'encontre d'un système scolaire qui connaît déjà son lot d'interpellations, disons-le, souvent infondées. Mais on n'a pas attendu ce siècle pour chercher des boucs émissaires ! Retenons l'essentiel. L'école est un acquis, une grande œuvre bardée de légitimités, consciente de sa force, elle croule aussi sous le poids des tâches qu'on lui délègue ou dont on se décharge sur elle. Elle poursuit son bonhomme de chemin, un peu ridée, mais aussi desséchée par ce qu'on a appelé, les "impossibles réformes scolaires". Difficile, dans ces conditions, de ne pas essuyer quelques critiques. N'insistons pas ; sur ce sujet, la littérature est immense. L'école produit l'échec, soit ; mais on n'en finit pas de lui demander de sélectionner. Elle ne fait pas tout son possible, bien sûr, mais les maîtres excellent à inscrire sur les cahiers d'écoliers la délicate phrase : "peut faire mieux". L'école a ses ratés, il lui arrive même d'engendrer quelques allergies tenaces ou de distiller l'angoisse, voire le mépris de soi, avec les conséquences que l'on sait. Mais, après l'école, qu'advient-il ? Nos sociétés noyautées par l'engrenage de la complexité et de la technique qui s'affole comme une toupie, exigent de plus en plus de chacun, elles placent la barre plus haut, tout en distribuant chichement des moyens permettant de garder le rythme, voire en permettant que certains lâchent pied et soient laissés-pour-compte.

Dans une situation où la survie et l'insertion sociale passent par la maîtrise des connaissances de base, la mission d'enseignement ne saurait s'arrêter aux termes de ce que l'on appelait l'école obligatoire, elle incombe à de nouveaux relais : l'entreprise, l'associationnisme et les pouvoirs publics. Une féconde collaboration entre ces trois instances s'avère être une condition de réussite de ce vaste chantier. Qu'on s'entende bien, il ne s'agit pas de prolonger l'école jusqu'au soir de la vie, mais d'unir les efforts et les ressources de ceux qui peuvent et doivent offrir des possibilités de qualifications au cœur de la vie quotidienne.

Faut-il ajouter que les actions entreprises jusqu'ici pour stopper la progression de l'illettrisme, voire pour le vaincre, sont sans commune mesure avec l'ampleur des besoins ? Faudra-t-il attendre que le chômage s'aggrave, qu'il produise un lot supplémentaire de souffrances et d'inadaptations pour que l'on comprenne que la lutte contre l'illettrisme constitue un "nouveau défi" indispensable à relever au nom d'impératifs de justice et de solidarité, mais aussi pour que le système fonctionne, tout simplement ?

14. Les éclairages proposés dans cet ouvrage²

a) *L'illettrisme, une notion relative*

L'illettrisme ne peut être appréhendé que de façon relative, annoncent d'emblée Roger Girod, puis Jacques Fijalkow. “ Le problème de la définition s'impose d'emblée comme central. Pour certains, l'illettrisme ne concerne que la fraction de la population qui se situe à peine au-dessus de l'analphabétisme intégral (...), des définitions plus larges conduisent à taxer d'illettrisme des personnes qui déchiffrent à peu près des affiches (...), peuvent écrire quelques phrases ”. (R. Girod) et J. Fijalkow de noter : “ Ainsi s'expliquent, en particulier, les innombrables polémiques relatives au taux d'illettrisme. En l'état actuel des choses, toute personne peut, à partir de l'outil qu'elle a construit, faire monter ou faire descendre à sa convenance le taux d'illettrisme. En l'absence de normes acceptées conventionnellement, les débats sur l'illettrisme ont encore de beaux jours devant eux ”. À cela s'ajoutent les effets lénifiants, les multiples stéréotypes et lieux communs qui tentent de banaliser le problème : “ On est tous des illettrés de quelque chose ”, ou encore “ J'ai même rencontré des illettrés heureux ”. P. Neri démonte ces mécanismes du déni avec pertinence.

b) *Le niveau monte*

“ Bien qu'ils fassent sursauter (précise R. Girod), il est vraisemblable de prendre au sérieux les nombres absolus qui correspondent aux taux d'illettrisme constatés par sondages. Aux États-Unis, il s'agit de 25 millions d'adultes ou plus, en France de 3 à 10 millions. En Suisse, les adultes étaient au nombre d'un peu plus de 5 millions, une proportion de 5 % correspondrait déjà à 250'000 cas, 10 % à 500'000. ”

Plaçant la question dans une perspective historique, Fijalkow annonce : “ Les illettrés d'aujourd'hui ne sont autres en fait que les mauvais élèves d'hier ”. Et il ajoute : “ Contrairement à l'idée simpliste que l'on pourrait s'en faire, le phénomène de l'illettrisme n'est donc pas le symptôme d'une dégradation du niveau des Français, mais tout au contraire de son augmentation ! Toute une partie de la population, celle qui est tout à fait en bas de l'échelle, a de la peine à suivre cette augmentation ; elle mérite qu'on s'occupe d'elle. Les programmes de lutte contre l'illettrisme lui sont destinés ”.

c) *Les illettrés ne sont pas tous des marginaux*

Des enquêtes conduites par R. Girod et les travaux qu'il a répertoriés lui permettent d'affirmer que “ l'illettrisme n'est sans doute pas lié fortement à la condition sociale, aux études accomplies, à l'âge, par exemple ” (...). “ De fait, l'illettrisme n'est pas propre aux catégories sociales les plus défavorisées, pas plus qu'aux fractions les plus âgées de la population. Il est présent, au contraire, dans bien d'autres parties de la population, quoique pas au même degré évidemment. ” Il fallait le préciser. Cela nous rappelle d'ailleurs la discussion sur la “ nouvelle pauvreté ” où l'on montre ces ingénieurs, ces employés qualifiés qui, à la suite d'avatars divers, sombrent dans la pauvreté. Cela n'enlève rien au fait que les couches sociales “ les plus modestes ” fournissent l'essentiel du contingent des pauvres.

d) *L'école ne saurait porter seule le chapeau*

Dominique Föllmi rappelle opportunément que “ d'abord, fondamentalement, l'école publique est engagée dans la lutte contre l'illettrisme. Elle doit alphabétiser les enfants : leur apprendre les trois techniques culturelles de base : lire, écrire, et calculer. ” En outre, Walo Huttmacher nous persuade “ qu'il est nécessaire, dans la réflexion sur l'échec scolaire, d'abandonner le point de vue unilatéralement braqué sur les élèves et de prendre en compte sérieusement la complexité des jeux et des enjeux qui se jouent - souvent sans qu'ils en soient conscients - entre les acteurs professionnels de l'école et entre l'école et son environnement ”. Enfin, au terme de ses observations,

² Les paragraphes suivants présentent les idées centrales proposées dans l'ouvrage *Échec scolaire et illettrisme*.

R. Girod veut faire la part des choses : “ Dans certains cas, l'illettrisme est exclusivement le produit de causes ayant agi au jeune âge, dans d'autres cas, il est imputable entièrement ou principalement à la vie adulte ”.

e) Entre l'adaptation et la résignation

A première vue, le fait d'appartenir au monde de l'illettrisme ne semble pas être synonyme de catastrophe. C'est ce qu'infère Anna-Maria Orihuela-Burnat au terme de ses études de cas : “ On peut affirmer qu'au niveau des pratiques quotidiennes, l'analphabète fonctionnel se débrouille et fonctionne avec plus ou moins de succès dans notre société ”. Mais l'auteure s'empresse d'ajouter : “ Se sentant infériorisé, il a intériorisé les valeurs d'une société fondée sur le clivage social entre intellectuels et manuels, héritage du système scolaire, entre autres ”. Et elle évoque une double stratégie de la dissimulation : “ On dissimule parce qu'on a honte de soi et, vis-à-vis des autres, pour ne pas être rejeté ni exclu. L'intégration se fait donc au prix d'une certaine frustration et d'une souffrance psychologique ”. Ceci renvoie d'ailleurs à ce propos d'enfant rapporté par Arnold Christen : “ Je ne dis jamais que je vais à l'école spéciale, sinon, je n'ai pas d'amis ”.

f) Un enjeu économique majeur

Bien sûr, les nouvelles technologies semblent mettre du baume sur les plaies. R. Girod note que : “ les appareils automatiques que le progrès fait foisonner, les pictogrammes, les aident également, sans parler de la radio et de la télévision, qui leur permettent, en appuyant simplement sur des boutons, de s'informer et de se distraire par le son et par l'image. ” Mais, force est de constater, avec Pierre Weiss, “ qu'il ne s'agit pas d'une baisse du niveau général d'instruction, mais au contraire une élévation du niveau de compétences exigé dans la vie professionnelle ”. La responsabilité des entreprises est engagée.

g) Des mesures sont prises

L'offensive contre l'illettrisme est engagée. Évoquons d'abord les efforts de pionniers entrepris par ATD Quart Monde dans une perspective qu'Arnold Christen rappelle en ces termes : “ On sait combien s'exprimer, dialoguer en confiance, acquérir un langage, apprendre à réfléchir, est directement lié à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture ”.

Le dossier constitué par Anne Compagnon montre la diversité des personnes, groupes et associations engagés dans ce combat au niveau de la Suisse romande. De même, les mesures rapportées par Jacques Fijalkow indiquent ce que peut signifier une action politique pour tenter de contrer le phénomène. Mais il s'empresse de marquer ses préférences ; “ La lutte contre l'échec scolaire et la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme s'effectuent en France aujourd'hui dans des contextes institutionnels très différents. Dans l'un et l'autre cas, cependant, l'intervention sous forme de recherche-action apparaît comme une voie fructueuse. Étape préalable à la recherche pour le chercheur, étape préalable à la formation pour le formateur, elle constitue une des voies possibles pour contribuer à la résolution des problèmes ”.

h) Les résultats ne suivent guère

L'évaluation des mesures mises en œuvre dans la lutte contre l'illettrisme n'en est qu'à ses balbutiements. Elle apparaît d'autant plus nécessaire que les premiers bilans sont inquiétants : le lecteur prendra connaissance avec intérêt de celui qu'esquisse J. Fijalkow dans l'appréciation qu'il porte des résultats des mesures prises en France. Les pièges ne manquent pas et, pour tout dire, l'essentiel reste à inventer.

i) Appel à la réflexion et à l'action

Bien sûr, tous appellent à la lutte contre l'illettrisme. Les diagnostics sont différenciés, les raisons d'agir ne procèdent pas nécessairement des mêmes systèmes de valeurs, les solutions préconisées ne vont pas toutes dans le même sens. Cependant, personne ne dénie l'existence du

problème ou préconise l'attentisme. Dans ces conditions, l'heure est venue de mettre ensemble les énergies et les moyens disponibles pour ouvrir ce chantier que les temps imposent.

j) Péroration : faut-il en faire un drame ?

La lecture de la littérature récente comme les propos relevés dans le cadre du colloque qui est à l'origine de cet ouvrage, nous ont permis de constater une certaine dramatisation du problème de l'illettrisme. Tantôt, il est fait état de la faillite du système scolaire, de la déliquescence de l'attrait pour la culture, des ravages de la société des robots, quand on ne parle pas d'une démission généralisée. La lecture de cet ouvrage fera apparaître l'aspect simpliste de ces jugements à l'emporte-pièce. Si problème il y a, force est de constater qu'on n'en maîtrise guère les données, en tout cas qu'il est erroné de s'en débarrasser en désignant à la sauvette un bouc émissaire. Un autre point de vue s'exprime fréquemment que nous pourrions caractériser par le propos suivant : " Qu'est-ce que l'illettrisme dans une société opulente à côté de l'analphabétisme massif et croissant qui caractérise les pays du Tiers-monde ? " Notons que des réactions identiques se font jour lorsqu'il s'agit de traiter du problème de la pauvreté. Mais va-t-on se consoler en évoquant les malheurs des autres ? On sait que ce type de comparaison renforce généralement les rangs de la résignation et, en définitive, contribue à aggraver la situation des plus défavorisés. Une voie semble s'imposer qui n'autorise aucune approche simpliste et monolithique. A en croire les travaux et les premières évaluations disponibles, les éléments suivants doivent être retenus :

- améliorer significativement notre connaissance du phénomène,
- promouvoir des initiatives publiques et ciblées en vue de rattraper les insuffisances de la formation scolaire et de combler les lacunes repérées dans les populations adultes,
- reconnaître et stimuler les initiatives " proches du terrain " portées par les associations et les groupes d'entraide,
- subordonner les mesures de caractère administratif et/ou financières à une analyse qualitative des modalités d'action et à l'évaluation,
- donner la priorité aux actions qui stimulent la participation des personnes et des groupes concernés,
- systématiser les incitations à la coopération entre les acteurs directement concernés : enseignants, associations, entreprises, syndicats, pouvoirs publics, etc.

L'illettrisme n'est pas une fatalité, d'autres défis ont pu être relevés dans le domaine de la formation, celui-ci mérite une véritable mobilisation. S'il convient de dénoncer les différentes formes de la résignation, les solutions en termes de " y'a qu'à " ne peuvent que freiner l'action et distribuer de la bonne conscience à bon marché.

k) La solution par le robot

Peut-on échapper au problème de l'illettrisme en le détournant ? C'est ce que semble craindre William M. Bulkeley lorsqu'il écrit : " Nul besoin d'apprendre à lire aux 25 millions d'illettrés que compte aux États-Unis la population active. Grâce au crayon optique, à l'écran tactile et aux techniques de reconnaissance vocale, l'informatique s'accommode des déficiences de l'enseignement américain et les entreprises de l'alphabétisme de leurs salariés. Et dire que les nouvelles technologies devaient nous faire entrer dans l'ère de la connaissance... "

Et il poursuit : " A court terme et du strict point de vue de la rentabilité, c'est peut-être rationnel. Il revient moins cher d'élaborer une nouvelle technologie pour pallier l'illettrisme que d'éliminer l'illettrisme lui-même. Et cela permet de garder les salariés, même s'ils n'ont aucune compétence en informatique. Mais, à long terme, c'est se condamner à avoir moins d'ouvriers capables de réfléchir. Par ailleurs, un ouvrier analphabète est tributaire de la technologie que son employeur a adaptée à ses besoins spécifiques, et il aura du mal à trouver un nouvel emploi si la société dépose son bilan. "

Gardons-nous d'estimer qu'il ne s'agit là que de mauvais augures.

Illettrisme, une plaie pour l'Amérique

L'illettrisme est une immense tragédie. Il confine les gens dans un monde à part fait de refus, de ruse et de débrouille. Ce n'est nul part aussi vrai que sur le lieu de travail. Alors que, théoriquement, la quasi totalité des Américains savent lire et écrire, orthographier leur nom et déchiffrer une bande dessinée, dans la pratique, un nombre croissant d'entre eux se révèlent illettrés dans le cadre de leur travail, en usine comme dans les bureaux. Le niveau de lecture acquis en fin d'étude primaire était largement suffisant pour la génération précédente d'ouvriers. Il ne l'est plus aujourd'hui.

Paradoxalement, alors que les gens lisent beaucoup moins, les exigences professionnelles d'alphabétisation augmentent rapidement. Selon une étude de l'Association nationale des industriels, 40 % des sociétés interrogées ont des difficultés à améliorer leur technique de production, leurs ouvriers étant insuffisamment formés. Pourtant, en dehors des efforts louables de quelques sociétés novatrices, les entreprises américaines ont préféré laisser l'école se charger de l'alphabétisation. Mais cela ne résoudra pas un problème qui touche aujourd'hui 20 % de la population active adulte. Au niveau fédéral, le National Act (loi sur l'alphabétisation) de 1991 ouvre une brèche en proposant aux entreprises des programmes dans ce sens pour un montant de 1 milliard de dollars prélevé sur les fonds nouvellement alloués à la formation pour adultes. La Géorgie accorde aux sociétés un crédit d'impôts de 150\$ pour chaque salarié ayant suivi un cours d'alphabétisation financé par l'entreprise. Ce genre d'investissement en capital humain devrait être développé, c'est exactement ce dont le pays a besoin.